



Blohorn[®]
— FORMATION —

By Blohorn Avocats

L'ACTUALITÉ TRIMESTRIELLE EN DROIT SOCIAL

MONTPELLIER

Avec plus de 2500 sessions de formation en droit social et ressources humaines dispensées ces 23 dernières années, BLOHORN Formations est un des acteurs majeurs de ce marché. Grâce à notre méthodologie et nos supports pratiques, notre taux de satisfaction est de 95% de clients très satisfaits.



Mardi 23 septembre 2025 :

Actualité sociale de 8h30 à 12h30
Accueil à partir de 8h00 autour d'un
petit-déjeuner

Prochaine session

Mardi 16 décembre 2025



Animateur

Johanna TOK

Juriste droit social



Domaine de Verchant

1 Bd Philippe Lamour
34170 CASTELNAU-LE-LEZ

*Nos salles sont accessibles aux
personnes en situation de
handicap. Contactez-nous
au 04.38.02.12.75 afin
d'étudier les possibilités
d'adaptation particulières.*



Tarifs

Convention annuelle 2025
(4 sessions)
Frais pédagogiques : 3 618 € HT

PUBLICS CONCERNÉS

Chefs d'entreprises, Responsables services RH, Collaborateurs spécialisés en Droit Social, Experts-Comptables, Collaborateurs paie (Aucun prérequis nécessaire)

Avant d'être définitivement fixé sur la possible suppression de deux jours fériés, cette session de formation sera l'occasion d'échanger une nouvelle fois sur l'APLD rebond, et le financement de l'apprentissage mais également d'évoquer l'emploi des salariés expérimentés. La partie jurisprudentielle permettra d'aborder la suite de la saga relative à l'articulation entre la maladie et des congés payés, les événements liés à la vie du contrat de travail depuis la rupture de la période d'essai fondée sur un motif discriminatoire jusqu'à l'exercice du droit de retrait, ainsi que différents aspects du licenciement notamment le droit au silence du salarié lors de l'entretien préalable, l'indemnisation en cas de licenciement intervenant après l'homologation d'une rupture conventionnelle et la dispense de reclassement dans le cadre d'un licenciement pour inaptitude. Seront également évoqué les différents volets du licenciement avec le droit au silence du salarié pendant l'entretien préalable, l'indemnisation en cas de licenciement intervenant après l'homologation d'une rupture conventionnelle, la dispense de reclassement dans le cadre du licenciement pour inaptitude.

Thèmes

L'ACTUALITÉ LÉGALE ET RÉGLEMENTAIRE :

- Conclusion, exécution, rupture du contrat de travail
- Droit de la paie
- Hygiène et sécurité au travail

L'ACTUALITÉ DES CONVENTIONS COLLECTIVES

L'ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE :

- Revirements
- Confirmations
- Evolutions

OBJECTIFS

- Analyser les nouvelles précisions législatives et jurisprudentielles ;
- Dégager des solutions pratiques pour son entreprise ou pour ses clients.

MÉTHODES ET MOYENS PEDAGOGIQUES

- Apports juridiques et théoriques illustrés par des exemples concrets
- Adaptation de l'animateur et du power point en fonction des participants
- Diagnostic préalable et test d'évaluation final via Quizzweb
- Tour de table (selon le nombre de participants)

CONTENU

L'ACTUALITÉ LÉGISLATIVE

Les sujets en cours de négociation

- Les impacts en social du plan de redressement des finances publiques
- Projet de loi transposant l'ANI en faveur de l'emploi des salariés expérimentés et relatif au dialogue social

Les suites de la loi de finances pour 2025 et de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2025

- L'impact de l'indemnisation des salariés placés au titre de l'APLD-R sur la retraite complémentaire
- Financement de l'apprentissage : quels sont les contrats visés par le reste à charge « employeur » ?

Loi renforçant les droits des salariés engagés dans un parcours PMA

Lutte contre les accidents du travail graves et mortels – instruction ministérielle

Travailleurs étrangers – réforme des cartes talents et carte bleue européenne

Actualité paie

- Le contrat de valorisation de l'expérience en DSN
- Les dernières mises à jour du BOSS :
 - Précisions sur le versement mobilité régional et rural
 - Fait générateur des cotisations sociales
 - Date de référence déterminant le régime d'exonération applicable aux apprentis

L'ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

Exécution du contrat

- Mise en demeure de la France par la Commission européenne de se conformer au droit européen concernant la situation d'un salarié tombant malade pendant ses congés payés
- Droit d'accès des salariés aux mails professionnels : droit d'accès opposable à l'employeur ?
- Légitimité du droit de retrait à effet différé

Sécurité sociale

- Quid de l'indemnisation journalière de sécurité sociale du salarié qui séjourne à l'étranger pendant un arrêt de travail

Rupture du contrat

- Rupture de la période d'essai fondée sur un motif discriminatoire – quelle conséquence ?
- Le salarié a-t-il le droit de garder le silence pendant l'entretien préalable à licenciement ?
- La notification de l'impossibilité de reclassement est-elle toujours obligatoire ?
- L'employeur doit-il s'assurer du respect des préconisations du médecin du travail chez son client ?
- Quelles sont les conséquences pécuniaires du licenciement pour faute grave intervenant après l'homologation de la rupture conventionnelle ?